



# PLAN GÉNÉRAL de COORDINATION SÉCURITE et PROTECTION de la SANTÉ Simplifié

Niveau 3 suivant article R 4532-1 du Décret 94-1159 du 26/12/1994

## DUNKERQUE

### MAISON D'ARRET

### CREATION D'UNE BASE ELSP

Maîtrise d'œuvre	Maîtrise d'ouvrage	Coordination S.P.S
 <b>Cabinet MERLIN</b> Groupe MERLIN  <b>Cabinet d'études Merlin</b> 16 rue de Cambrai 59000 LILLE	 MINISTÈRE DE LA JUSTICE  <b>Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Lille</b> 123 rue Nationale BP 765 59034 LILLE	 <b>ARTOIS COORDINATION SÉCURITÉ</b>  163 Rue Pasteur 62400 BETHUNE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'ouvrage par le Coordonnateur S.P.S pour répondre aux exigences de la loi du 31/12/93 et de son décret d'application du 26/12/94 modifié. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.



Référence : 250401  
Indice : 01

# PLAN GÉNÉRAL de COORDINATION SÉCURITÉ et PROTECTION de la SANTÉ Simplifié

## DUNKERQUE MAISON D'ARRET Création d'une base ELSP

Indice	Date	Origine et objet des révisions et add
01	11/04/2025	PGCSPS initial rédigé selon pièces écrites CCTP CCAR

### **PREAMBULE**

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la Loi 93-1418 du 31/12/93 et son décret d'application 94-1159 du 26/12/94, modifié par le décret 2003-68 du 24 janvier 2003.

**Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :**

- a. **Eviter les risques.**
- b. **Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.**
- c. **Combattre les risques à la source.**
- d. **Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.**
- e. **Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.**
- f. **Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.**
- g. **Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral.**
- h. **Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.**
- i. **Donner les instructions appropriées aux travailleurs.**

**Les principes a, b, c, e, f, g et h sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes a, b, c, d, e, f, g, h et i sont applicables aux entrepreneurs ; les principes a, b, c, e et f sont applicables aux travailleurs indépendants.**

- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé définit l'ensemble des mesures générales propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier.

- Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

- Les éléments contenus dans le plan général de coordination ont force de donnée de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le plan général de coordination pour établir leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé.



Référence : 250401  
Indice : 01

# PLAN GÉNÉRAL de COORDINATION SÉCURITÉ et PROTECTION de la SANTÉ Simplifié

## DUNKERQUE MAISON D'ARRET Création d'une base ELSP

### SOMMAIRE

<b>1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET DE REALISATION INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE.....</b>	<b>4</b>
1.1. PRESENTATION DU PROJET	4
1.2. MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNEUR	11
1.3. INSTALLATIONS DE CHANTIER	12
1.4. NETTOYAGE	16
1.5. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS HORIZONTALES OU VERTICALES	16
1.6. CIRCULATIONS VERTICALES	18
1.7. CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION	19
1.8. ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE, CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX GRAVATS NOTAMMENT CEUX PRESENTANT UN RISQUE PARTICULIER	21
1.9. PROTECTIONS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES	21
1.10. DEMOLITION ET DEPOLLUTION DES SOLS	23
1.11. TERRASSEMENTS	23
1.12. MESURES PRISE EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE	25
1.13. TRAVAUX SPECIFIQUES	26
1.14. CONDITIONS DE TRAVAIL	26
<b>2. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER .....</b>	<b>27</b>
2.1. ETABLISSEMENT EN ACTIVITE A L'INTERIEUR OU AU VOISINAGE DESQUELS SE SITUE LE CHANTIER	27
<b>3. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AUX LIEUX DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISE EN LA MATIERE.....</b>	<b>27</b>
3.1. ORGANISATION DES SECOURS EN CAS D'ACCIDENT	27
3.2. PROTECTION CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE	28
3.3. PLAN DE SECOURS	28
<b>4. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....</b>	<b>28</b>
4.1. VISITES D'INSPECTION COMMUNE ET PPSPS	28
4.2. PRESTATAIRES DE SERVICES	28
<b>5. ANNEXES .....</b>	<b>29</b>
5.1. ANNEXE 2 : CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION	29
5.2. ANNEXE 3 : PROJET PLAN INSTALLATION DE CHANTIER	29
5.3. ANNEXE 4 : PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	29
5.4. ANNEXE 5 : DOCUMENT HARMONISE D'ORAGNISATION DES LIVRAISONS (DHOL)	30

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

**1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET DE REALISATION INTERESSANT  
LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE.**

**1.1. PRESENTATION DU PROJET**

**Renseignements généraux de l'opération**

La maison d'arrêt de Dunkerque ne disposant que de peu d'espace, il est prévu la démolition de la verrière existante et la mise en place d'un système modulaire sur en R+1. Le RO étant dédié au stockage des armes et le R+1 pour la création d'une salle de réunion.

**Particularité de l'opération**

La zone des travaux étant dans un centre pénitencier, il est important de prendre en compte que tout matériel ou matériaux peut être considéré comme une arme ou un moyen d'évasion, c'est pourquoi aucun matériau ne doit être stocké à proximité du chantier mais dans les zones dédiées (aires de stockage, ), les moyens d'accès extérieurs devront être mis en place le matin et déposer le soir.

Les travaux seront réalisés en une seule tranche et seront traités en corps d'état séparés.

Décomposition du marché en 3 Lots :

Lot	Entreprise	Adresse	Tél/Mail
Lot n°1 : <b>Gros Œuvre/VRD/ déconstruction</b>			
Lot n°2 : <b>Bâtiment modulaire /structures métalliques</b>			
Lot n°3 : <b>Travaux électriques CFo CFa</b>			

**Calendrier global de l'opération :**

Durée de l'opération : 3 mois

Début prévisible des travaux : Non communiqué

Fin prévisible des travaux : selon planning

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

**Effectif prévisionnel et nombre d'entreprises prévisibles**

Il appartiendra à l'entreprise du Lot d'évaluer précisément et de mettre en place de façon cohérente les installations d'accueil « Base Vie » pour l'ensemble des intervenants du chantier. Celles-ci devront répondre à la réglementation en vigueur, aux recommandations en vigueur et aux règles hygiène, de sécurité, d'accueil de l'entreprise qui sera retenue pour cette opération.

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en **catégorie 3** au sens de l'article R4532-1 du Code du Travail.

Cette opération n'est pas soumise à CISSCT au sens de l'article R4532-1 du Code du Travail.

**Désignation des sous-traitants**

Lors de la remise de l'offre, et avant toute intervention sur le chantier (30 jours avant le début des travaux), l'entreprise titulaire du Lot, est tenue de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à l'opération.

Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'ouvrage, une copie sera transmise à la maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS.

Elles devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre ne présentant pas de risques particuliers).

**Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage**

**Déclaration préalable**

Cette opération n'est pas soumise à déclaration préalable au sens des articles R4532-1, R4532-2, R4532-3 du Code du Travail.

**Demande de renseignements sur l'existence et l'implantation d'ouvrage souterrain, aérien ou subaquatiques**

En amont des travaux, le maître d'ouvrage, les entreprises réalisant des travaux de grande hauteur, fouilles ou tranchées et leurs sous-traitants concernés, sont tenus d'adresser, avant le commencement des travaux à proximité de réseaux de toutes catégories (gaz, électricité, télécommunications, eau, assainissement, matières dangereuses, réseaux de chaleur, lignes aériennes, réseaux ferroviaires, subaquatiques, etc.), une déclaration préalable aux exploitants de ces réseaux, à savoir :

**Déclaration de projet de travaux (DT)**

Dès le stade de l'élaboration d'un projet de travaux, et avant de lancer le dossier de consultation des entreprises (DCE), le maître d'ouvrage doit envoyer une déclaration de projet de travaux (DT), effectuée au moyen du formulaire [cerfa n°14434\\*02](#). Elle remplace la demande de renseignements (DR) qui auparavant devait être adressée aux exploitants des réseaux concernés.

Il doit y indiquer l'emplacement, la nature et la date prévue des travaux à réaliser.

• **Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)**

L'exécutant des travaux doit ensuite adresser une DICT à chaque exploitant d'ouvrage concerné au moyen du formulaire [cerfa n°14434\\*02](#), qui est le même formulaire que celui relatif à la déclaration de projet de travaux (DT) dans lequel le volet DT doit être rempli.

Une nouvelle déclaration est nécessaire, si les travaux annoncés dans la DICT ne sont pas entrepris dans un délai de 3 mois suivant la consultation du guichet unique, ou en cas d'interruption des travaux de plus de 3 mois.

**Nota :**

Préalablement à toute DT et à toute DICT, il est obligatoire de consulter le télé service [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) ou un prestataire de service ou, en cas d'absence de connexion à Internet, la mairie concernée par le projet de travaux, afin de connaître la liste des opérateurs de réseaux concernés par l'emprise du projet ou l'emprise des travaux

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

**Réponse des exploitants de réseaux**

Les exploitants des réseaux concernés sont tenus de répondre aux déclarations (DT et DICT), au moyen d'un récépissé [cerfa n°14435\\*02](#) qui permet de détailler :

- La localisation des réseaux en service,
- Les précautions à prendre lors des travaux.

Le délai de réponse à la DT par l'exploitant concerné (que la DT soit isolée ou conjointe avec la DICT) est, à partir de la date de réception :

- De 9 jours (jours fériés non compris) pour une déclaration en ligne,
- De 15 jours (jours fériés non compris) sous forme papier.

Pour une DICT seule, le délai de réponse est de 9 jours (jours fériés non compris), après la date de réception, quel que soit le mode de transmission.

Les réponses aux DT doivent être insérées dans le DCE et les emplacements des réseaux enterrés doivent être repérables par marquage ou piquetage.

**À savoir** : le délai de réponse à une DICT seule effectuée en ligne passera à 7 jours à partir du 1<sup>er</sup> avril 2015 (il restera à 9 jours pour une déclaration papier).

**Déclaration de travaux en urgence**

Les travaux non prévisibles, qui doivent être effectués en urgence pour des raisons de sécurité, de continuité du service public ou de sauvegarde des personnes ou des biens, ou en cas de force majeure, sont dispensés de DT et DICT.

Le commanditaire des travaux urgents doit à minima contacter par téléphone avant le lancement des travaux les exploitants des réseaux concernés, dont les numéros d'astreinte sont accessibles dans le guichet unique.

Cependant, la consultation du guichet unique par le commanditaire de travaux urgents sur des réseaux sensibles pour la sécurité reste obligatoire avant leur exécution.

Les éventuelles consignes particulières de sécurité applicables à de tels travaux, qui doivent être fournies par les exploitants concernés dans des délais compatibles avec la situation d'urgence, doivent être respectées par l'exécutant.

Un avis de travaux urgents (ATU) doit être envoyé à chacun des exploitants de réseaux concernés au moyen du formulaire [cerfa n°14523\\*02](#) le plus tôt possible, mais il est possible que cet envoi soit postérieur aux travaux.

Cet avis peut être adressé en outre au préfet lorsque le commanditaire n'a pu obtenir les informations utiles d'un exploitant d'ouvrage sensible dans un délai compatible avec la situation d'urgence.

**Attention** : les travaux non programmables à l'avance, mais ne répondant pas aux critères d'urgence, peuvent faire l'objet d'une DT-DICT conjointe, mais en aucun cas de la procédure d'urgence avec ATU.



ARTOIS  
COORDINATION  
SÉCURITÉ

Référence : 250401  
Indice : 01

# PLAN GÉNÉRAL de COORDINATION SÉCURITÉ et PROTECTION de la SANTÉ Simplifié

## **DUNKERQUE** **MAISON D'ARRET** Création d'une base ELSP

Localisation du chantier : Maison d'arrêt de Dunkerque Rue Henri Terquem 59140 Dunkerque



# PLAN GÉNÉRAL de COORDINATION SÉCURITÉ et PROTECTION de la SANTÉ Simplifié

## DUNKERQUE MAISON D'ARRET Création d'une base ELSP

### Contraintes administratives ou servitudes pour le Maître d'ouvrage, l'entreprise du Lot et les sous- traitants

Il incombe au Maître d'ouvrage et à chaque entreprise intervenant sur le chantier d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

- Demandes d'arrêtés aux services concernés (occupation de voirie, ...), autorisations administratives.
- Demandes de branchements aux concessionnaires des réseaux (eau, électricité, téléphone, égout...).
- Demande d'autorisation de survol et de montage de Grue à Tour, GTMR, GME, GMA, GMR.
- Demande de dérogations à l'aménagement du temps de travail : en cas de travaux devant être réalisés la nuit, en continu avec des équipes en 3x8, en 2x8 ou pendant 6 jours par semaine, des demandes seront à entreprendre auprès des autorités de tutelle compétentes avant le début de leur intervention conformément à législation en vigueur.
- Demande de dérogations concernant le travail le dimanche : en cas de travaux devant être réalisés le dimanche, des demandes seront à entreprendre auprès des autorités de tutelle compétentes avant le début de leur intervention conformément à législation en vigueur.
- Déclaration de projet de travaux (DT) à effectuer par le Maître d'ouvrage dès le stade de l'élaboration d'un projet de travaux), la déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) à effectuer par les entrepreneurs et à adresser aux concessionnaires possesseurs de réseaux un mois avant le début des travaux.

### Intervenants dans le cadre de l'opération (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, Coordonnateur SPS, .....).

SERVICES	ADRESSE	TELEPHONE	CORRESPONDANTS
<u>Maître d'ouvrage</u>	<b>Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Lille</b>  123 rue Nationale BP 765 59034 LILLE	03 20 63 87 02 06 19 65 18 09	Stéphane LECLERCQ <a href="mailto:Stephaneleclercq@justice.fr">Stephaneleclercq@justice.fr</a>
<u>Maîtrise d'œuvre</u>	<b>Cabinet d'études Merlin</b>  16 rue de Cambrai 59000 LILLE	07 61 30 81 73	Sophie LAMOUR <a href="mailto:slamour@cabinet-merlin.fr">slamour@cabinet-merlin.fr</a>
<u>Coordonnateur SPS</u>	<b>ARTOIS COORDINATION SECURITE</b>  163 Rue Pasteur 62400 BETHUNE	03.21.68.85.87	Christophe WALLET <a href="mailto:contact@acs-expertises.fr">contact@acs-expertises.fr</a>





# PLAN GÉNÉRAL de COORDINATION SÉCURITÉ et PROTECTION de la SANTÉ Simplifié

## **DUNKERQUE** **MAISON D'ARRET** Création d'une base ELSP

### Organismes de prévention

SERVICES	ADRESSE	TEL FAX
<b><u>DIRECCTE</u></b> <b><u>Inspection du travail</u></b>	DIRECCTE 66 Rue Chantiers de France 59140 DUNKERQUE	03 20 12 55 55
<b><u>CARSAT</u></b>	11 Allée Vauban 59661 VILLENEUVE D'ASCQ	0821 10 59 59 03 20 54 64 76
<b><u>OPPBTP</u></b>	Parc Europe – Bâtiment 10 340 Avenue de la Marne 59700 MARCQ EN BAROEUL	03 20 52 13 14 03 20 54 64 76

### Services d'Urgence

SERVICES	TEL
<b><u>SAMU ou SMUR</u></b>	<b>15 ou 112</b>
<b><u>Police nationale</u></b> <b><u>Gendarmerie nationale</u></b>	<b>17 ou 112</b>
<b><u>Pompiers</u></b>	<b>18 ou 112</b>

Accessible gratuitement partout dans l'Union européenne, le 112 a pour but d'offrir, en plus des numéros d'urgence nationaux, un numéro d'appel unique dans tous les États membres de l'UE.

Introduit en France par une circulaire du 21 avril 1995, le 112 aboutit, selon les départements, soit au centre de traitement des appels des sapeurs-pompiers, soit au SAMU (Service d'aide médicale urgente).

Le 112 ne se substitue ni au 15 (aide médicale), ni au 17 (police-secours), ni au 18 (sapeurs-pompiers), numéros que l'on doit continuer à utiliser pour obtenir directement le service de secours adapté à la situation. En revanche le 112 à vocation à être utilisé :

- Pour toute urgence nécessitant une ambulance, les services d'incendie ou la police lorsque vous êtes en déplacement dans un pays européen,
- Par les voyageurs étrangers qui ne connaissent pas les numéros d'urgence en France,
- Par les utilisateurs d'un portable.

Depuis un téléphone mobile, le 112 est prioritaire sur tous les autres appels. Il est acheminé par le premier réseau disponible dans la zone d'appel. L'accès au 112 nécessite la présence d'une carte SIM dans le téléphone portable, celle-ci permettant de repérer l'origine de l'appel. Il est en général possible de composer le 112 sans déverrouiller le téléphone.

Ne raccrochez pas si vous appelez le 112 par erreur mais indiquez à l'opérateur que tout va bien. Dans le cas contraire, il se peut qu'une aide d'urgence soit envoyée pour s'assurer qu'il n'y a aucun problème.



ARTOIS  
COORDINATION  
SÉCURITÉ

Référence : 250401  
Indice : 01


# PLAN GÉNÉRAL de COORDINATION SÉCURITÉ et PROTECTION de la SANTÉ Simplifié

## **DUNKERQUE** **MAISON D'ARRET** Création d'une base ELSP

### Administrations

SERVICES	ADRESSE	TEL FAX
<u>MAIRIE</u>	Place Charles Valentin 59140 DUNKERQUE	03 28 59 12 34
<u>COMMUNAUTE DE COMMUNE</u>	Rue du Pertuis de la Marine 59140 DUNKERQUE	03 28 62 70 00

### Concessionnaires

SERVICES	ADRESSE	TEL FAX
<u>ENEDIS</u>	ENEDIS GRDF 2 Rue du Gaz 59210 COUDEKERQUE BRANCHE	09 74 13 18 33
<u>GRDF</u>	24h/24 7j/7 Appel gratuit 	0800 47 33 33

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

**1.2. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN  
CONCERTATION AVEC LE COORDONNEUR**

Pour la durée des travaux, la maîtrise d'ouvrage, le maître d'œuvre, le coordonnateur SPS et les entreprises, étudieront les mesures collectives et préventives à mettre en œuvre pour, le cas échéant, supprimer les risques nouveaux, et améliorer les conditions de travail.

**Dispositions relatives aux voiries**

Dans la phase préparatoire d'installation de chantier, le réseau de voiries provisoires sera réalisé conformément à l'article R.4533-1 et 2.

**Accès et stationnement**

Seuls les engins de « chantier », grues mobiles, camions VRD, véhicules de livraisons (de matériels, matériaux, produits prêts à l'emploi y compris camions pompes...) seront autorisés à circuler et stationner ponctuellement dans l'emprise des zones « Travaux » pour y effectuer les livraisons.

Les véhicules de liaison (Véhicules légers : de la maîtrise de chantier, des entreprises et personnels des salariés, des indépendants, et des visiteurs professionnels et publics autorisés préalablement par la Maîtrise d'ouvrage) devront stationner sur les places publiques environnantes ou sur parking chantier (Si place disponible).

**Gestion des accès**

Le fléchage, la signalisation d'approche au chantier pour les intervenants et prestataires de services du chantier sont à réaliser dès la phase d'installation de chantier. Cette tâche incombera à l'entreprise du Lot.

Les engins et tous les autres types de véhicules devront veiller au respect du code de la route, des consignes de circulation. Ces engins seront également équipés d'avertisseur et/ou caméra de recul et de gyrophare.

**Accès**

**Les Entreprises seront réputées connaître les lieux et leurs offres seront réputées prendre en compte la nature et la forme des terrains en place ainsi que les circonstances de l'exécution des travaux prévus au titre du présent marché.**

**Les entreprises prendront en compte le fait que le seul moyen d'accès au bâtiment administratif est l'escalier hélicoïdal. De ce fait tous les travaux devront être réalisés en maintenant un accès sécurisé pour le personnel de la maison d'arrêt. Il ne sera autorisé qu'à partir d'un vendredi le non-accès à cette zone et devra être rendu dès le lundi matin 1<sup>ère</sup> heure. De plus l'accès au bungalow (vestiaire...) devra être maintenu durant toute la durée des travaux, (hors durant le remplacement de celui-ci), cet accès devra être sécurisé pour l'ensemble du personnel et visiteur de la maison d'arrêt.**

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

Stationnement

Chaque entreprise pourra effectuer des livraisons sur le chantier, mais les véhicules devront être stationnés sur les places de parking publiques aux alentours de l'opération ou sur le chantier si des places sont à disposition.

**Personne autorisée à accéder à l'enceinte du chantier**

Les personnes pouvant y accéder sont celles autorisées par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre notamment :

- Les personnes appartenant à la maîtrise d'ouvrage, à la maîtrise d'ouvrage mandatée et à la maîtrise d'œuvre.
- Les personnes appartenant l'OPC, au bureau de contrôle, bureau d'études retenues par la maîtrise d'ouvrage.
- Le coordonnateur SPS et les suppléants.
- Les salariés désignés par les entreprises qui les emploient participant à l'opération et, à ce titre, titulaires d'un contrat les liant au maître d'ouvrage ; portant les EPI.
- Les salariés désignés par les sous-traitants qui les emploient participant à l'opération et agréés par le maître d'ouvrage portant les EPI.
- Les prestataires de service (livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs etc...) désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accompagnés en permanence par un représentant de l'entreprise et dotés des protections individuelles nécessaires, portant les EPI.
- Les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : DIRECCTE - Inspection du travail, CARSAT, OPPBTP, MSA et les médecins du travail des entreprises.
- Les personnes invitées par la maîtrise d'ouvrage à condition qu'ils soient accompagnés par un représentant de la maîtrise d'ouvrage et dotées des équipements de protections individuelles appropriés.

NB : Le chantier est interdit au public (sauf aux visiteurs autorisés préalablement par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre)

**1.3. INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les installations de chantier seront à la charge de l'entreprise du Lot. Elle en assurera le fonctionnement, la maintenance et l'entretien par le biais du compte prorata dont elle sera le gestionnaire.

**Projet d'installation de chantier**

L'implantation de la « base vie » de chantier sera à localiser par l'entreprise du Lot dans le plan d'installation de chantier (P.I.C), en fonction des possibilités d'implantation et selon l'organisation générale du chantier.

Des modifications pourront être apportées tout au long du chantier. Les dispositions retenues par l'entreprise du Lot devront être prises en accord avec le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS et le Maître d'ouvrage, qui veilleront à ce que toute variante ne remette pas en cause les principes généraux de prévention liés à la succession d'interventions et à l'interaction avec les autres entreprises.

Le projet de plan d'installation de chantier indiquera précisément l'implantation des différents équipements tels que :

- Accès depuis la voie publique et les signalisations temporaires liées à l'opération,
- Clôtures de chantier délimitant l'emprise du chantier (clos),
- Panneaux de chantier réglementaire, permis de construire, permis de démolition, permis d'aménagement,
- Localisation de l'entrée et de la sortie du chantier pour les engins et les véhicules divers de chantier,
- Sens de circulation sur les voies provisoires dans l'emprise du chantier,
- La position de la « base vie »
- Localisation du point de rassemblement en cas d'accident grave, d'alerte ou exercice incendie (prévoir sirènes d'alerte incendie depuis la base vie dès le démarrage du gros œuvre),
- Grues à tour, GTMR.... : leurs localisations, hauteurs, capacités respectives de charge, zones de survol non autorisées, dates prévisionnelles d'installations et de replies,
- Aires de livraison et les moyens mis en œuvre pour le déchargement,
- Aires de stockage des matériels et des équipements,
- Aire de lavage des engins et des matériels,
- Voies de circulation intérieure pour les engins à roues et véhicules de chantier,
- Entrées et déplacements (cheminements) des personnes de la « base vie » aux zones de travaux, de stockages, de préfabrifications, et aux bennes à déchets,
- Zone de stockage des déchets (tri sélectif) et des gravats,
- Installations d'hygiène, moyens de premier secours,
- Raccordements des points d'eau (branchement et arrivée d'eau à l'intérieur du bâtiment, 1 point d'eau a minima par niveau),

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

- Installation électrique, transformateur, armoires principales, armoires individuelles par grue à tour, et armoires divisionnaires, etc. ...
- Les éclairages extérieurs temporaires de chantier,
- Les éclairages intérieurs temporaires,
- Etc. ...

Le P.I.C. sera actualisé tout au long du chantier en fonction de l'avancement et/ou sur demande de la Maîtrise d'ouvrage, de la Maîtrise d'œuvre ou du Coordonnateur SPS

**Evolution du plan d'installation de chantier**

En fonction de l'avancement des travaux, il sera peut-être nécessaire de faire évoluer le plan d'installation de chantier. Des dispositions seront prises par l'entreprise du Lot qui communiquera les dispositions retenues à l'ensemble des intervenants.

- Mise en place de panneaux « port du casque obligatoire », « chantier interdit au public » aux entrées du chantier, vers la zone de la « base vie » et mise en place de panneaux tous les 25 mètres « chantier interdit au public » sur toute la clôture périphérique du chantier.
- Mise en place de panneaux de limitation de vitesse à 10 Km/h aux entrées du chantier et des panneaux en sortie de chantier appropriés suivant sens de circulation et le code de la route.

**Clôture secondaire de chantier**

Des clôtures secondaires (types HERAS) seront installés en limite de zones d'activités diverses (Zones de travaux, zones base vie, échafaudages en façade....) ou ouvrages provisoires situés dans l'enceinte du chantier.

Détailler la nature des balisages provisoires en rapport avec l'intervention (Manutention avec grues mobiles, engins télescopique...)

**Gardiennage de chantier**

NC

**Cantonnements**

La zone de cantonnement sera distincte de la zone de travaux.

Généralités :

- Affectation par nature : vestiaire, réfectoire, sanitaires
- Situation permanente ou évolution jusqu'à la fin du chantier : mise à jour du PIC en cas de modification d'emplacement
- Traitement spécifique de la plate-forme de cantonnement et de ses voies internes résistant aux fortes pluies répétées, Couverture et éclairage des circulations piétonne entre les cantonnements et les sanitaires.
- Eau : réseau d'eau potable installé hors gel ; eau froide et chaude distribuées par mélangeur individuel dans les sanitaires et le réfectoire en quantité adaptée à la consommation, essuie-mains à utilisation unique, douches, ...
- WC et sanitaires.
- Réseaux d'eaux usées et vannes d'eaux : hors gel
- Entretien technique : Assuré par l'entreprise du Lot .

Vérification de toutes les installations électriques provisoires de chantier y compris éclairage par un organisme agréé conformément à la réglementation en vigueur. Ces rapports de vérification réglementaire seront à diffuser au Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, au Coordonnateur SPS et une copie devra être consultable sur simple demande dans le bureau de chantier.

Ces vérifications seront effectuées à l'avancement de la mise en service des installations et avant chaque mise à disposition aux entreprises. Les installations définitives mises à disposition par l'entreprise du Lot Electricité aux autres entreprises seront également contrôlées par un organisme agréé au préalable avant toute utilisation.

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

Plate-forme du cantonnement

Un nivellement et un traitement spécifique du sol pour l'emplacement des conteneurs d'entreprises seront mis en œuvre sur le chantier suivant les besoins définis sur le plan d'installation de chantier.

Salle de réunion avec pièce annexe

Mise en place pour l'organisation des réunions de chantier et de coordination SPS.

Les bureaux seront pourvus :

- De tables et de chaises en nombre suffisant.
- De tableaux d'affichage pour les plans et de rangements pour les pièces écrites, plans, prototypes et échantillons.
- D'un téléphone, avec affichage des consignes de SECOURS et d'INCENDIE à proximité, ainsi que le n° de l'hôpital et du médecin le plus proche.
- Extincteur à poudre polyvalente en nombre suffisant.
- Armoire à pharmacie comprenant le nécessaire d'infirmerie.
- De l'éclairage et du chauffage.
- D'ouvertures permettant l'aération.

Téléphone

Raccordement des lignes téléphoniques de chantier sur le réseau téléphonique urbain, pendant la période de préparation. Dans l'attente de la mise en place de la ligne téléphonique, un téléphone portable sera mis à disposition avec son chargeur et le code « Pin » de l'appareil, par l'entreprise du Lot .

Sanitaires

Il appartiendra à l'entreprise du Lot d'évaluer et de mettre en place de façon cohérente les installations sanitaires pour l'ensemble des intervenants du chantier. Celles-ci devront répondre à la réglementation en vigueur, aux recommandations en vigueur et aux règles d'hygiène (alimentation en eau, raccordement aux eaux usées, consommables, ...).

Dimensionnement : Prévoir au minimum 1 WC + 1 urinoir (ou 2 WC) pour 20 ouvriers. En cas de présence de personnel féminin, les sanitaires Homme et Femme devront être séparés. Les WC doivent être équipés d'un point d'eau pour pouvoir se laver les mains.

Vestiaires et réfectoires

Les vestiaires devront posséder des armoires à penderie double et être convenablement chauffés, ventilés, aérés. Ils seront nettoyés par l'entreprise du Lot . Un extincteur approprié au type feux sera à prévoir dans chaque bungalow.

Chaque entreprise devra respecter l'ensemble des dispositions indiquées ci-dessus.

Aucun vestiaire ne sera toléré dans les locaux intérieurs des ouvrages en construction ainsi que dans les roulottes ou magasins destinés au stockage des matériaux et matériels des entreprises.

Le réfectoire sera éclairé, isolé et chauffé, équipé de tables et chaises en nombre suffisant ainsi que d'un chauffe plat, d'un four micro-onde, d'un réfrigérateur, d'un évier eau potable froide/chaude avec placard de rangement à minima.

**Nota :**

Il est strictement interdit de prendre des repas sur le chantier en dehors des réfectoires situés dans la « Base vie ».

Toute boisson alcoolisée est interdite sur l'ensemble du chantier.

Nettoyage du cantonnement

L'entreprise du Lot mettra en place un dispositif (entreprise spécialisée) jusqu'à la réception définitive pour assurer le nettoyage quotidien de la « Base vie » (installations sanitaires, vestiaires, réfectoire, salle de réunion).

Panneau de chantier et déclaration préalable

Mise en place par l'entreprise du Lot d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n° 79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Le panneau devra être lisible depuis la voie publique en application de l'article R8221-1 du code du travail.

Le panneau de chantier devra être solidement fixé et stabilisé de manière à éviter tout risque de chute ou de renversement (prise au vent, ...).

Affichage de la déclaration préalable et de ses mises à jour par la maîtrise d'ouvrage, sous le panneau de chantier ou dans la zone de cantonnement (dans le bureau chantier).

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

**Branchements provisoires**

Les sanitaires de chantier devront être raccordés sur les réseaux existants. Dans le cas d'une impossibilité technique l'entreprise du Lot informera et proposera une solution alternative.

**Réseaux Eau – EU/EV - EP - Téléphone - Electricité**

- **Eau**

Mise en place d'un réseau de distribution d'eau permettant d'assurer les débits et pressions suffisants et alimentant la « base vie » et les zones de travaux. Le cheminement des canalisations ne devra pas subir les risques de choc, de gel. Les canalisations seront protégées.

- **Evacuation des EU/EV, EP**

Le cheminement des canalisations ne devra pas subir les risques de choc, de gel. Les canalisations seront protégées.

- **Téléphone**

Le cheminement des câbles ne devra pas subir les risques de choc, Les canalisations seront protégées.

- **Electricité**

Le cheminement des câbles ne devra pas subir les risques de choc, Les canalisations seront protégées.

**Electricité de chantier**

**En phase chantier :**

Installation électrique séparée pour l'éclairage et la distribution de puissance.

**Distribution de puissance :**

Armoire de distribution Principale (par zone de travaux) fermant à clé, avec dispositif de protection de protection final de 30mA non retardé, par secteur ou niveau, sur prise de terre. Le réarmement, en cas de déclenchement des disjoncteurs, tant du principal que des terminaux, devra se faire sans ouverture du plastron de protection des départs électriques.

Raccordement sur réseau existant (intervention exclusivement réalisée par ENEDIS) avec compteur provisoire de chantier, TGBT et armoire de coupure générale de chantier.

L'énergie et la puissance distribuées seront compatibles et suffisantes pour tous les besoins des entreprises présentes y compris l'utilisation de grues fixes de chantier.

**Vérification des installations électriques**

Les installations devront faire l'objet d'une vérification auprès d'un organisme agréé, pendant la période de préparation du chantier.

Une deuxième vérification des installations électriques devra être réalisé à l'arrivée des entreprises de second œuvre.

**Compétences / Titres d'habilitations électriques**

Les personnes réalisant ou travaillant sur les installations électriques de chantier devront être en possession des habilitations électriques correspondantes.

**Equipements de principe**

La distribution d'énergie se décomposera de la manière suivante :

- Alimentation de grues fixes ou équipements spéciaux....
- Alimentation en pied de façade et au dernier niveau pour la surélévation de l'immeuble
- Alimentation du cantonnement.

La distribution se fera par câbles sous fourreaux enterrés ou posés au sol contre des clôtures, avec passage sous les voiries provisoires de chantier. Les câbles d'alimentation électrique devront être protégés sur l'ensemble de leur cheminement.

Ces distributions alimenteront des armoires situées aux pieds des grues fixes, à l'intérieur & l'extérieur des bâtiments et du cantonnement. Ces départs seront indépendants.

**Equipements par zone**

Mise en place de coffret sur chaque niveau y compris toitures terrasses, posé sur trépieds stables, par zone et disposé de telle manière pour qu'aucun point ne soit distant de plus de 25m ;

**Eclairage**

L'entreprise du Lot mettra en place tous les éclairages nécessaires aux déplacements des personnes sur le chantier, depuis le cantonnement jusqu'au bâtiment.

**Eclairage extérieur :**

Mise en place de projecteurs extérieurs en zone de cantonnement et des diverses zones de travaux du chantier.

Mise en place d'éclairage au niveau des tunnels et accès du public.



**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

Eclairage intérieur :

L'éclairage temporaire de chantier : ayant un indice de protection appropriés, dans les circulations, zones communes, cages d'escaliers, vides sanitaires le cas échéant.

Les entreprises se raccorderont sur les tableaux électriques mis à leur disposition par l'entreprise du Lot

- Contrôles réglementaires, initiaux et périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
- Surveillance, maintenance de l'installation par l'entreprise du Lot Electricité

Appareils portatifs

L'outillage portatif électrique devra être en bon état, il sera :

- Ou de classe III - TBT (tension nominale inférieure à 50 volts)
- Ou de classe II à double isolation

Prolongateur électrique : uniquement par câble H07RNF avec fiche étanche (fiches à usage domestique interdites). Les baladeuses électriques seront obligatoirement à double isolement, avec poignées isolantes et panier de protection.

Aucune alimentation ne se fera ailleurs que depuis les armoires électriques conçues à cet effet et protégées par les différentiels de protection.

Repliement des installations de chantier

L'entreprise du Lot assurera le repli complet des installations provisoires de chantier dans chaque zone de travaux.

**1.4. NETTOYAGE**

Le nettoyage régulier des postes de travail (évacuation des déchets, du matériel en surplus ou non utilisés, ...) sera primordial afin de ne pas encombrer inutilement le niveau surélevé et abords du chantier. En cas de manquement, la maîtrise d'œuvre pourra faire intervenir une entreprise spécialisée dont le coût de prestation sera assumé par la ou les entreprises contrevenante(s).

Nettoyage général

L'entreprise du Lot avec les autres entrepreneurs présents sur le chantier mettront en place un dispositif hebdomadaire jusqu'à la réception définitive pour le nettoyage à l'intérieur de l'ouvrage.

- Dans les parties communes, allées de circulation, cages d'escalier
- Dans l'emprise du chantier (abords des bâtiments)

La mise en place des bennes de chantier (avec tri des déchets) et la rotation de celles-ci sera assurée par l'entreprise du Lot . Les frais de gestion seront assumés par le compte prorata.

Nettoyage des postes de travail

Après chaque intervention et avant l'entrée dans les lieux de l'entreprise suivante, chaque entreprise devra le nettoyage de sa zone de travail et l'évacuation de ses déblais, jusqu'au point de stockage centralisé (bennes avec tri sélectif).

Nettoyage de fin de chantier

L'entreprise du Lot aura à sa charge l'ensemble des nettoyages nécessaires pour une livraison des extérieurs en parfait état de propreté (repli des installations, massifs béton provisoires, ...).

Le nettoyage intérieur de pré-réception et avant réception définitive sera à la charge de l'entreprise du Lot GO.

**1.5. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS HORIZONTALES OU VERTICALES**

Circulations horizontales extérieures aux ouvrages

Généralités

Les voies d'accès au chantier, seront définies sur le plan d'installation de chantier.

Les zones de circulation des piétons et des véhicules seront différenciées.

Les voies desservant les différentes zones des chantiers doivent être constamment praticables pour les véhicules et engins de chantier.

Selon l'avancement des travaux un ou des plans de circulation seront établis par l'entreprise du Lot .

L'accès au cantonnement devra être organisé de telle manière que le personnel ne soit soumis à aucun risque au niveau de ce cheminement et puisse y entrer et sortir en tenue de ville.

Les abords des façades aux abords des postes sources et livraisons, seront toujours libres sur une largeur de 3,00ml minimum. Lors de la mise en place d'échafaudage le long des façades la largeur minimum sera de 2,00ml, prise à partir de l'extérieur de l'échafaudage.



**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

Particularité

- **Respect des règles d'accès de la maison d'arrêt**
- **Respect des horaires de travaux**
- **Respect des zones allouer pour l'emplacement de la base vie**
- **Respect des zones allouer aux airs de stockage**

**Il est à rappeler que les travaux au sein de bâtiments pénitencier engendrent des contraintes particulières pour les entrepreneurs :**

Zone de déplacements des piétons entre ouvrages

La réalisation de cheminements particuliers provisoires devra être envisagée pour faciliter l'exécution des travaux et permettre la circulation des résidents :

- Passerelles sur tranchées ou sur excavation non remblayées.
- Séparation des circulations des piétons et des véhicules.
- Les modifications apportées aux voiries, les déviations, la signalisation et les mesures compensatoires de protection des piétons, etc...

Passage provisoire d'accès aux bâtiments

Les différentes entrées dans les bâtiments devront être aménagées par l'entreprise du Lot de manière à protéger les personnes contre tout risque de chute d'objet lié à des interventions au droit des façades. Certaines de ces entrées pourront faire l'objet de fermeture temporaire en cas de risque, l'accès au bâtiment se faisant par les autres entrées ne présentant pas de risque. Un fléchage des entrées sécurisées sera mis en place par l'entreprise du .

Déplacements dans les bâtiments

Les circulations dans le bâtiment s'effectueront sur les circulations futures, les moyens de protections collectives temporaires seront installés et maintenus en place par l'entreprise du Lot jusqu'à l'installation des protections définitives.

Déplacement en toiture

Tous les déplacements en toitures et toitures terrasses se feront obligatoirement après la mise en place de protections collectives temporaires de chantier (conformes au décret 2004-924 du 1/09/2004, de l'arrêté du 21/12/2004, et de la R408/CNAMTS et au code du travail en vigueur).

Zone tampon de stationnement et de déchargement

Les zones de déchargements seront à indiquées sur le P.I.C (plans d'installations de chantier).

Zone de stationnement pour les véhicules légers

Le stationnement des véhicules particuliers et des véhicules de transport du personnel devra s'effectuer sur les places publiques environnant l'opération ou sur des emplacements prévus sur le chantier.

Zone d'accès aux services de secours

L'entreprise du Lot établira en période de préparation de chantier un plan de secours, il sera communiqué à l'ensemble des entreprises intervenantes y compris sous-traitantes. Ce plan sera affiché à côté des consignes de secours en cas d'accident. Les accès principaux aux chantiers pourront servir d'accès aux secours le cas échéant. Ils devront être en permanence libres à la circulation.

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

## 1.6. CIRCULATIONS VERTICALES

### Généralités

L'aménagement d'escaliers temporaires sera à rechercher systématiquement pour toute circulation verticale (desserte des différents étages, accès en toiture, ...) dans le but de faciliter les déplacements, limiter les efforts physiques, les risques d'accident et améliorer les conditions d'intervention des secours en cas de besoin.

Les échelles ne peuvent être utilisées que comme moyen d'accès provisoire **de courte durée** et en aucun cas servir de cheminement à des approvisionnements, ni de poste de travail

### Accès aux fonds de fouilles des tranchées

Il sera aménagé un accès « sécurisé, stable et confortable » tous les 25 ml de tranchée au maximum.

### Accès aux planchers

#### - Accès au plancher de la surélévation :

L'accès devra être réalisé à partir d'une tour d'escalier provisoire extérieure. Cette tour devra être mise en place par l'entreprise pour faciliter les circulations verticales.

#### - Escaliers :

Jusqu'à la mise en place des escaliers définitifs équipés de leurs gardes corps, les circulations verticales seront réalisées à partir de tours d'escaliers temporaires.

Les escaliers devront être conformes à la réglementation et montés par du personnel qualifié. L'ouvrage devra être vérifié avant mise en service. Toutes les mesures de protection nécessaires devront être mises en place pour s'assurer que les escaliers ne soient pas utilisables par des personnes extérieures à l'opération.

### Accès aux toitures

Les circulations verticales devront être réalisées à partir de tours d'escaliers temporaires. L'utilisation de nacelles élévatrices de personnes ne peut être envisagée, ces dernières n'étant pas conçues pour que les opérateurs puissent quitter la nacelle lorsque celle-ci est en élévation.

### Accès aux façades

Afin de permettre l'installation des échaudages fixes, les pieds de façades seront traités et devront être réputés horizontal, stable et d'une calculabilité adaptée à cette catégorie de matériels. Ils devront rester dégagés et exempts de tous déchets pour éviter tout risque de renversement des engins lors des circulations.

Observations : Les échelles ne peuvent être utilisées que comme moyen d'accès provisoire et en aucun cas servir de cheminement à des approvisionnements, ni de poste de travail.

### Utilisation d'ascenseur ou monte charges de chantier

Afin de limiter les manutentions manuelles de matériel et matériaux par les escaliers, il conviendra d'installer un monte-charge ou une sapine à matériaux assurant la mécanisation des manutentions verticales.

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

**1.7. CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION**

**Vérification périodique par un organisme agréé des engins de levage (avec levée des réserves)**

Tout moyen de levage, grue à tour, grue mobile, engin télescopique, élévateur, treuil et palans..... pénétrant sur le chantier devra avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires avant toute utilisation (calendriers de vérifications, comptes-rendus de vérifications à disposition en cabine...). La mention de la validité de ce contrôle doit être consignée sur les registres tenus sur le chantier. Les matériels devant rester en place au-delà de la périodicité de validation de leur contrôle seront à nouveau contrôlés dans les délais fixés par la réglementation en vigueur au moment des travaux (le cas échéant prévoir obligatoirement un accompagnateur habilité de l'entreprise responsable de ce matériel sur chantier lors de cette visite de contrôle périodique réglementaire).

Toute réserve éventuelle devra être levée avant utilisation du matériel. Les entreprises prendront toutes dispositions nécessaires auprès de ses sous-traitants pour vérifier et faire appliquer cette procédure de contrôle réglementaire.

**Grues à tour ou grue fixe**

Les entreprises tiendront compte, dans leur installation de grues fixes, des dispositions réglementaires en vigueur et de recommandations en vigueur

Les entreprises tiendront compte du rapport de sol pour réaliser l'assise des grues qui seront installées.

Les grues seront équipées d'anémomètre et un système de gestion des interférences entre grues sera installé dans le cas d'interférence entre grues.

L'entreprise du Lot fera son affaire de la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public, des permissions de voirie nécessaires à la réalisation des ouvrages ainsi que toutes autorisations nécessaires pour le montage des grues fixes.

**Grues mobiles et autres engins de manutention**

Pour les besoins techniques du chantier, les entreprises pourront utiliser des grues mobiles ou des engins de manutention (chariots élévateurs, camions grue, ...) adaptés à leurs travaux et notamment pour le déchargement, l'assemblage et la mise en place des matériels et des équipements techniques.

Ces matériels seront à jour de leurs vérifications réglementaires et conformes à la réglementation en vigueur au moment de leur utilisation sur le chantier.

Les zones de circulations et d'évolution de ces engins devront être aménagées pour avoir une portance suffisante pour éviter touteornièreet toute déstabilisation ou déséquilibre de l'engin lors des circulations et lors des phases de manutention. L'entreprise concernée par ce marché se chargera de réaliser ces plates-formes et réalisera les vérifications de portance sur les zones remblayées suivant le cahier des charges des entreprises concernées par ces levages.

Les entreprises utilisatrices indiqueront dans leur P.P.S.P.S (en intégrant le cas échéant les analyses de risques de leurs prestataires) les modes opératoires retenus et les dispositions à mettre en place pour assurer un périmètre de sécurité dans la zone impactée par le levage et fourniront des plans pour chaque levage. Les entreprises utilisatrice devront conjointement avec leur prestataire faire établir un examen d'adéquation préalablement avant chaque levage.

**Dispositions particulières pour les levages par grue mobile**

Pour toutes opérations de levage, les entreprises chargées de ces travaux devront mettre en place les procédures suivantes :

- Intégration des procédures dans leurs P.P.S.P.S.
- Conformité réglementaire CE de la grue mobile.
- PV de contrôle de la grue.
- Autorisation de conduite du piLot e de la grue mobile.
- Examen d'adéquation pour chaque levage.

Tous ces éléments seront à disposition et consultable sur simple demande sur le chantier les jours des levages.



Référence : 250401

Indice : 01

## PLAN GÉNÉRAL de COORDINATION SÉCURITÉ et PROTECTION de la SANTÉ Simplifié

### DUNKERQUE MAISON D'ARRET Création d'une base ELSP

#### Guidage des manutentions

Pour les opérations de levage des matériels, de produits prêts à l'emploi, de matériaux devant être installés et dont le piLot e (grutier) n'a pas de vision directe sur les charges manutentionnées, les entreprises chargées de ces travaux devront mettre en place les procédures de guidage du piLot e (grutier) dans leurs P.P.S.P.S. Un dispositif radio sera mis à disposition du chargé de la manœuvre, de son assistant de manœuvre et du piLot e (grutier). Les intervenants devront évoluer dans un périmètre entièrement sécurisé par des protections collectives temporaires ou définitives.

#### Autorisation / Formation à la conduite en sécurité

La conduite des engins de manutention et de chantier sera réservée au personnel

- Disposant d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur, conformément à la réglementation en vigueur
- Ayant reçu une formation adéquate à la conduite en sécurité (CACES, formation interne, ...) qui sera complétée et actualisée chaque fois que nécessaire.
- Etant à jour de sa dernière visite médicale et reconnu médicalement apte à la conduite des engins

Chaque entreprise établira la liste des personnels autorisés à piLot er des engins et matériels.

Le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre pourront à tout moment demander la présentation de ces pièces réglementaires aux intervenants. Toute personne piLot ant un engin nécessitant une autorisation et ne pouvant produire un justificatif lors de la demande du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre sera invitée à cesser la conduite de son appareil. Le chef de chantier de l'entreprise sera informé. Ces remarques seront consignées dans le registre journal de chantier par le coordonnateur SPS.

#### Utilisation collective de moyens de levage

Les entreprises devront rechercher une utilisation commune des moyens de levage à disposition sur le chantier afin de limiter les risques d'interférence. Un planning d'intervention et un plan d'implantation devront systématiquement compléter le P.P.S.P.S préalablement à l'intervention.

Les entreprises qui disposeront d'un moyen de levage fixe ou mobile devront autant que possible, permettre aux autres entreprises, d'utiliser les moyens de levage pour approvisionner les matériaux et matériels, dans le souci de limiter le nombre d'appareils.

Ces manutentions se feront sous la responsabilité de l'entreprise ayant le matériel à sa charge (conduite, arrimage, guidage) et l'entreprise utilisatrice devra mettre à disposition des systèmes d'accrochage adaptés aux charges à lever (palonnier, élingues, sangles...).

Des conventions d'utilisation des moyens de levage devront être établies le cas échéant, de préférence en début de chantier. Ces conventions préciseront les conditions d'utilisation des moyens de levage pour l'approvisionnement des postes de travail des entreprises. La conduite de l'appareil sera exclusivement confiée au conducteur principal ayant l'autorisation de conduite délivrée par son employeur et sous la responsabilité de l'entreprise propriétaire ou locataire du moyen de levage.

Les personnes devront être formés pour le chargement et déchargement.

#### Gestion des zones interdites

Les modalités de gestion des zones interdites et d'interférences entre grues fixes ou mobiles seront précisées dans le P.P.S.P.S des entreprises chargées de l'exécution des travaux de gros œuvre, Second œuvre et des entreprises utilisant des moyens de levage.

Lors de phase de coulage du béton à la pompe ou l'ajout de grue mobile dans le périmètre d'action d'une grue fixe, les procédures de consignation des grues fixes ou de mise en place de systèmes de gestions d'interférences seront définies et appliquées par l'entreprise du Lot et respectées par les entreprises concernées.

#### Approvisionnements / Document harmonisé d'organisation des livraisons (DHOL)

Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. A cet effet les entreprises devront prévoir tout engin mécanique (chariot télescopique, ...) ou matériel d'aide à la manutention (chariot à roues, lève-matériaux, ...) nécessaire pour réduire le port de charge des intervenants. Elles définiront par écrit dans leur P.P.S.P.S les détails de leur mode opératoire des approvisionnements et livraisons (DHOL) de leur matériel et matériaux le(s) moment(s) de leur(s) intervention(s).

Les entreprises devront se référer à la recommandation R476 établie par l'assurance maladie.

#### Approvisionnement du chantier

Les entreprises doivent prévoir du personnel sur le site afin de guider les transporteurs et d'assurer le déchargement de leurs matériaux sur le chantier aux endroits prévus à cet effet. Les consignes et procédures d'accueil des transporteurs seront données par l'entreprise concernée. L'accueil des transporteurs pour les livraisons se fera à l'entrée du chantier. La présence d'un homme trafic sera obligatoire pour sécuriser les manœuvres d'entrée ou de sortie du chantier marche arrière.

Des recettes à matériaux ou autres passerelles d'approvisionnement (adaptées aux charges à accueillir) devront être aménagées au dernier niveau de l'échafaudage pour permettre le stockage provisoire des matériels et matériaux approvisionnés.

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

Approvisionnement niveau toiture

Les entreprises utiliseront au maximum les grues (fixes, mobiles ou autres engins de levage) de l'entreprise du Lot ou de l'entreprise du Lot Charpente (prévoir une convention de prêt) pendant leurs présences sur les sites.

Le cas contraire, chaque entreprise devra définir dans son PPSPS un mode opératoire avec identification des moyens utilisés (engin télescopique, camion grue, ...) et les mesures de protection et prévention envisagées d'être mises en place. Le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre en vérifieront la cohérence avec les moyens déjà en place par d'autres entreprises.

Approvisionnement des postes de travail de second œuvre et process

L'utilisation des moyens de levage est conseillée pour limiter les manutentions manuelles (lève plaque, lève matériaux, ...).

Les approvisionnements seront étudiés en fonction du programme déjà retenu par l'entreprise détentrice du matériel.

**1.8. ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE, CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX GRAVATS NOTAMMENT CEUX PRESENTANT UN RISQUE PARTICULIER**

Zones de stockage

Les zones de stockage de matériaux et du matériel figureront sur le plan d'installation de chantier établi par l'entreprise du Lot . Toutes les zones de stockage devront être identifiées et balisées, aménagées (empierrées, drainées, ...) planes et devront supporter les charges qui y seront stockées, tout en permettant la reprise des matériaux ou matériels facilement.

Le stockage de matériaux à l'intérieur du bâtiment devra être validé par le maître d'œuvre en fonction des charges admissibles sur les planchers.

Chaque entreprise doit préciser dans son P.P.S.P.S ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation et les transmettre à l'entreprise du Lot ou mandataire, chargée de la préparation des zones de stockage.

Conditions de stockage des matières et substances dangereuses, détonantes, inflammables, toxiques

La liste des produits, les caractéristiques, les conditions de stockage et les mesures de sécurité envisagées, sont à préciser dans le P.P.S.P.S des entreprises utilisant ces types de produits.

Des panneaux indiquant la nature des risques et les recommandations à respectées, seront installés à l'extérieur des zones de stockages ou des conteneurs.

Aucun **produit dangereux ne sera stocké** dans les ouvrages à construire.

Une zone de stockages produits dangereux sera définie dans le plan d'installation de chantier par l'entreprise du Lot Gros-Œuvre.

Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes par tous les moyens adaptés.

Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise utilisant des produits polluants ou toxiques aura à sa charge l'évacuation de ces produits et de leur contenant vers une décharge agréée (se référer à la réglementation en vigueur à la date de réalisation des travaux).

**1.9. PROTECTIONS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES**

Tout entrepreneur intervenant sur le chantier aura la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment, la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel.

Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entreprise du Lot , s'avèrent inadaptées aux risques encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.

Dans le cas où une entreprise doit déplacer une protection collective temporaire pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions, par un dispositif assurant une protection équivalente et conforme à la réglementation en vigueur pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.

Chaque entreprise devra, à l'issue de son intervention, rétablir sur les lieux de son intervention un degré de protection au moins équivalent et conforme à la réglementation en vigueur à celui initialement mis en place par l'entreprise du Lot .

L'entreprise du Lot mettra en place les protections collectives temporaires de chantier sur les ouvrages, (garde- corps, filets, bouchage des trémies et des regards au sol, crossage et/ou capuchonnage des fers en attente, balisage et ou blindage des fouilles,...), et en assurera la maintenance jusqu'à la fin des travaux dans chaque zone où les travaux se poursuivent ou jusqu'à la mise en place des protections définitives et sans s'opposer à la mise en place de celles-ci quand cela est possible et/ou demandé par le maître d'œuvre.

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

**Etude des moyens de protection collective temporaires en phase chantier**

L'entreprise du Lot étudiera, avec ses sous-traitants, la nature et les moyens de mise en œuvre des protections collectives temporaires pendant la période des travaux :

- En rive de toiture, sur les acrotères béton ou les éléments de charpente
- Au niveau des trémies (escaliers, lanterneaux en toiture, réservations de gaines, ...)
- Sur les ouvertures en façades (fenêtres, baies toute hauteur, balcons, ...)
- Au niveau des escaliers provisoires ou définitifs
- Sur les châssis vitrés existants dans les cages d'escalier (protection du public)
- D'une manière plus générale dès l'existence d'un risque de chute de hauteur

Le positionnement des protections collectives devra permettre la mise en place des protections définitives sans dépose préalable des protections provisoires. La mise en place et l'enlèvement des protections collectives temporaires devront se faire sans entraîner de risque majeur pour l'intervenant.

L'entreprise du Lot étudiera toute mise en place de réservation dans les planchers, prédalles, poutres, etc. pour faciliter la mise en place rapide de garde-corps. Le maître d'œuvre veillera à ce que les réservations et protections collectives temporaires au droit des rives de plancher, sur des escaliers ou des trémies soient compatibles avec les travaux de serrurerie, revêtements de sols et d'étanchéité sans que ces corps d'état ne suppriment les protections collectives pour réaliser leurs travaux.

**Montage des moyens définitifs d'accès, de circulation et de protection**

Le planning des travaux privilégiera la mise en place des moyens d'accès définitifs (escaliers béton ou métallique, rampe, passerelles, planchers béton ou métallique, etc...), les protections collectives (garde-corps, allège, etc...).

Les moyens de protections définitives devront dans la mesure du possible servir pendant la phase des travaux.

**Echafaudages, nacelles et travail en hauteur**

Conformément à la réglementation, tout travail temporaire en hauteur devra être réalisé à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver et assurer la santé et la sécurité des travailleurs. La prévention des chutes de hauteur sera assurée par des moyens de protection collective (garde-corps rigides ou autre moyen assurant une sécurité équivalente).

Les escabeaux et marchepieds pourront être utilisés uniquement en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la sécurité collective contre les chutes de hauteur des travailleurs (nacelle, échafaudage fixe ou roulant, PIR, ...) ou lorsque l'évaluation du risque par l'entreprise a établi que le risque de chute de hauteur est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas de caractère répétitif. **Le travail à l'échelle est interdit.**

Toute installation et utilisation d'échafaudage sera faite aux prescriptions du décret 2004-924 du 1/09/2004, de l'arrêté du 21/12/2004, et de la R408/CNAMTS et du code du travail en vigueur. Les échafaudages de plus de 24m de haut, ou inférieurs à 24m mais dont le montage diffère de la notice constructeur, devront faire l'objet d'une note de calcul élaborée par une personne compétente.

Les entreprises devront programmer leurs interventions avec échafaudages et nacelles élévatrices sur des surfaces rendues au préalable planes et stables avec une portance suffisante pour éviter toute déstabilisation, effondrement ou renversement de ces matériels et engins. Ils seront à jour de leurs vérifications réglementaires et conformes à la réglementation en vigueur au moment de leur installation temporaire et utilisation sur le chantier.

Les zones de circulations et d'évolution de ces engins devront être aménagées pour avoir une portance suffisante pour éviter touteornièreet toute déstabilisation ou déséquilibre de l'engin lors des circulations et lors des phases d'élévations. L'entreprise concernée par ce marché se chargera de réaliser ces plates-formes et réalisera les vérifications de portance sur les zones remblayées suivant le cahier des charges des entreprises concernées par ces levages.

L'utilisation de nacelle élévatrice ne sera autorisée que si l'appareil est à jour de ses contrôles périodiques et en parfait état de marche. Chaque entreprise utilisant une nacelle mettra un panneau d'identification de l'entreprise et une numérotation particulière dans le cas d'utilisation de plusieurs appareils sur le chantier.

**Nota :** Le panier de la nacelle élévatrice est un poste de travail mobile, en sécurité collective. Son accès et sa sortie se font depuis le sol ; L'opérateur est debout sur le plancher du panier ; En aucune façon, le panier ne devra être utilisé comme ascenseur d'un plancher à l'autre.

**Protections et équipements individuels**

Les protections individuelles, notamment le harnais de sécurité, ne peuvent être envisagées que lorsque les protections collectives ne peuvent matériellement être mises en place. Le harnais de sécurité ne doit être utilisé que pour des interventions ponctuelles, de courte durée et non répétitives et devra faire l'objet le cas échéant, dans le P.P.S.P.S d'une évaluation spécifique (mode opératoires détaillés avec les moyens, dispositifs, les mesures de préventions et de secours spécifiques associées retenues, la période et la durée d'intervention définie).

Les équipements individuels (casques, chaussures ou bottes de sécurité, lunettes de sécurité, bouchons d'oreilles appropriés, masques anti-poussières appropriés, vêtements de pluies...) sont à la charge des entreprises.

Pour le personnel intérimaire il est d'usage que les équipements soient fournis par la société d'intérim. En tout état de cause, c'est



**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

l'entreprise utilisatrice qui est responsable sur le chantier du respect de la réglementation en vigueur.

**1.10. DEMOLITION et DEPOLLUTION DES SOLS**

**Descriptions des modes de démolition et de dépollution des sols**

Responsable de la santé et de la sécurité de ses employés, chaque employeur doit évaluer les risques auxquels ils sont exposés et mettre en place les mesures de protection adaptées. En complément, les risques propres à chaque chantier doivent être anticipés dès la préparation des travaux (diffusion de son P.P.S.P.S) avant envoi à la maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS.

**Moyens de prévention**

Avant démarrage des travaux, l'entreprise devra s'assurer d'avoir pris connaissance des conclusions des études géotechnique et de pollution des sols, de disposer des plans de réseaux existants et des retours des DICT réalisées auprès des concessionnaires.

En cas de découverte d'ouvrages enterrés (réseaux enterrés non repérés sur les plans, cuves, ...) ou d'engins de guerre, la tâche devra immédiatement être arrêtée et le personnel mis en sécurité. Les ouvrages devront faire l'objet d'analyses complémentaires (diagnostic amiante, pollution, ...) pour déterminer les conditions de retrait et la filière de destination. Les cuves enterrées devront être dégazées et nettoyées par une entreprise spécialisée avant évacuation.

En cas de découverte d'explosif, un périmètre de sécurité devra être réalisé sur plusieurs dizaines de mètres avec arrêt des travaux générant des secousses ou vibrations. Les services compétents devront immédiatement être prévenus pour procéder au déminage ou retrait de l'engin. Des panneaux d'interdiction d'approche devront être installés. Les travaux ne pourront reprendre qu'après l'aval des autorités compétentes.

L'utilisation de fiches à planter dans le sol est à proscrire dans la zone de découverte d'engins explosifs.

**Présence d'amiante**

Afin de répondre aux obligations réglementaires en vigueur concernant l'évaluation du risque amiante, le maître d'ouvrage devra joindre lors de la consultation des entreprises les diagnostics exhaustifs avant réalisation de travaux et/ou démolition totale ou partielle de l'ouvrage et des réseaux enterrés permettant d'identifier et de localiser précisément les matériaux et les produits contenant de l'amiante.

A la lumière de ces documents, l'employeur réalisera son évaluation des risques en respectant les principes généraux de prévention et prendra suivant son évaluation des risques les dispositions appropriées en matière de prévention conformément à la réglementation en vigueur lors de travaux à proximité de matériaux amiantés (sous-section 4 - soumis à P.P.S.P.S) et/ou de travaux d'encapsulation, de retrait, de démolition (sous-section 3 - soumis à plan de retrait, plan démolition et P.P.S.P.S) de **Matériaux Contenant de l'Amiante** en y incluant la gestion des déchets dangereux conformément à la réglementation en vigueur.

**Présence de plomb**

Afin de répondre aux obligations réglementaires en vigueur concernant l'évaluation du risque plomb, le maître d'ouvrage devra joindre lors de la consultation des entreprises les diagnostics exhaustifs avant réalisation de travaux et/ou démolition totale ou partielle de l'ouvrage et des réseaux enterrés permettant d'identifier et de localiser précisément les matériaux et les produits contenant du plomb.

A la lumière de ces documents, l'employeur réalisera son évaluation des risques en respectant les principes généraux de prévention et prendra suivant son évaluation des risques les dispositions appropriées en matière de prévention conformément à la réglementation en vigueur.

**1.11. TERRASSEMENTS**

**Obligations générales**

Se référer aux pièces écrites du marché : NC

**Dispositions particulières**

L'exécution des terrassements en pleine masse devra prendre en compte les conclusions du rapport de sol et se référer aux pièces écrites du marché.

Les talus devront être soigneusement stabilisés et leur pente conforme aux prescriptions des conclusions du rapport de sol.

Les rives de talus seront balisées. Le cheminement piétonnier sera protégé par un grillage ou garde-corps rigide à une distance suffisante de la crête du talus.



Référence : 250401

Indice : 01

## PLAN GÉNÉRAL de COORDINATION SÉCURITE et PROTECTION de la SANTÉ Simplifié

### **DUNKERQUE** **MAISON D'ARRET** Création d'une base ELSP

Les engins de Travaux Publics utilisés sur le chantier seront conformes aux normes en vigueur. Ils comporteront notamment un signal sonore d'indication de mouvement en marche arrière et éventuellement (travail de nuit) lumineux.

Les conducteurs de ces engins devront posséder les autorisations de conduites délivrées par leurs employeurs, et les attestations de formation (CACES certificat d'aptitude à la conduite en sécurité, ...). Les véhicules comportant un dispositif hydraulique de levage (grues, bennes basculantes, etc...) seront munis d'un avertisseur sonore (en cabine) de position haute de l'équipement, ce dispositif ayant pour but d'éviter de rouler benne ou équipement levé.

#### **Forages horizontaux**

#### **Tranchées et fouilles diverses**

Les tranchées devront être, autant que possible, remblayées à l'avancement. Les tranchées ou fouilles restant ouvertes devront être balisées, des protections rigides devront être installées en périphérie pour éviter tout risque de chute de personnes à l'intérieur.

Toute fouille de profondeur supérieure à 1,30m ou qui pour des profondeurs moindres présenteraient des risques d'éboulement prévisibles seront convenablement étayées ou présenteront des parois largement talutées.

Quel que soit le type de blindage mise en place, il y a lieu :

- De laisser dépasser du sol, d'une quinzaine de centimètres, la partie supérieure du blindage afin d'empêcher les chutes de déblais, de matériaux ou d'outils.
- Il ne peut être procédé à l'enlèvement d'un blindage, que si les travailleurs chargés de cette opération sont efficacement protégés contre les risques d'éboulement.
- De signaler et délimiter les zones situées à proximité du bord de fouille.

Une échelle sera en permanence disposée en fond de fouille.

L'entreprise devra s'assurer de l'accessibilité, de la stabilité des appareils lors des travaux sur l'ensemble du tracé.

La pose des canalisations dans les zones à remblayer se fera par creusement après remblais.

Les travaux de terrassement qui seront réalisés aux voisinages de lignes, canalisations et installations électriques, gazières, ... devront tenir compte de la réglementation en vigueur.

- S'assurer auprès de l'exploitant des valeurs de tension (électricité) et de l'emplacement exact (électricité ou gaz,...).
- Demande de mise hors tension ou hors pression : si l'entrepreneur a l'accord de l'exploitant, attendre impérativement l'attestation datée et signée et la diffusée à la maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, coordonnateur SPS et à tous intervenants concernés par cette information.

#### **Regards et chambres de tirage**

Aucun regard de visite ou regard d'accès ne sera laissé sans couverture temporaire sécurisée ou sans balisage approprié, principalement pendant les phases de séchage des enduits intérieurs des masques ou d'équipement de ces regards. Dans la mesure du possible les couvertures définitives seront installées à l'avancement du chantier.





Référence : 250401

Indice : 01

## PLAN GÉNÉRAL de COORDINATION SÉCURITÉ et PROTECTION de la SANTÉ Simplifié

### **DUNKERQUE** **MAISON D'ARRET** Création d'une base ELSP

#### **1.12. MESURES PRISE EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE**

##### **Dispositions prises pour prévenir les chutes d'objets**

Aménagement de périmètre de sécurité au sol avec un balisage par clôture type « Héras » ou chaîne bicolore sur potelets de 1,00m avec panneau de signalisation interdisant l'accès à toute personne à l'intérieur de la zone balisée.

Mise en place d'auvents et de tunnels de protection sur les échafaudages en façade.

Stabilisation des ouvrages en cours de mise en œuvre ou de dépose de matériels.

Gestion des moyens de manutentions.

##### **Dispositions prises pour interdire les travaux superposés**

Le Maître d'œuvre définira des programmes de travaux pour réservation de zones de travail suivant le planning détaillé.

Le Maître d'œuvre organisera le phasage des travaux et les plannings pour que chaque entreprise intervienne seule dans une zone de chantier.

Les chantiers seront sectionnés par surface et par niveau, et les enchaînements des tâches réalisées par entreprise seront organisés en fonction de ces surfaces et niveaux.

##### **Moyens communs de manutentions**

L'entreprise du Lot y compris ses sous-traitants devra procéder pendant la période de préparation à une étude exhaustive de ses phases de travail en fonction des parties de l'ouvrage à réaliser et de leurs localisations. Pour chaque phase elle devra adapter un processus d'exécution permettant :

- D'éviter les risques,
- De limiter les risques qui ne peuvent être évités.

Lors de l'intervention de plusieurs entreprises sur un même lieu, sur un même ouvrage, l'entrepreneur réalisant la tâche principale devra informer les autres entreprises :

- Des risques encourus et des moyens de les prévenir,
- Communiquer aux autres entreprises ses procédures d'exécution.

Ces interférences devront être mentionnées dans les P.P.S.P.S.

Les zones d'intervention présentant des risques pour les autres entreprises seront délimitées physiquement et signalées par panneaux appropriés

Utilisation de certaines installations et engins de chantier (soumises à convention R445 de l'INRS ou par la désignation d'une entreprise chargée de la logistique et la conduite) par les entreprises en fonction de l'enchaînement des tâches :

- Grues à tour, GTMR, GME, GMA
- Grues mobiles
- Engins télescopiques
- Plates-formes de travail communes.
- Echafaudages communs.
- Tour d'accès (Sapines) communes
- Monte matériaux communs
- Potence et treuil d'approvisionnement sur mono-mat communs
- Ascenseur de chantier ou plates formes de transport ou monte-matériaux à personnel accompagnant communs

**Nota :** Ces matériels communs devront être conformes aux normes et répondre à la réglementation en vigueur tant le plan de la mise en place, des vérifications, des épreuves, des contrôles, des mises en service ainsi la mise à disposition de ces matériels à des personnes ayant préalablement été formées à leurs utilisations et manipulations.

##### **Risques liés aux coactivités T.C.E.**

Des mesures seront établies par le maître d'œuvre en fonction du planning de chantier pour **éviter / limiter les co-activités** entre les corps d'état.

Ces mesures consisteront principalement en un phasage des travaux par zones, niveaux et par corps d'état. Ces travaux pourront être sectorisés en zones distinctes et par niveaux. L'ordonnancement des travaux s'organisera suivant le planning défini lors de la période de préparation de chantier en tenant compte des principes généraux de prévention.

Les cas contraires, des points d'arrêts sécurités seront établis sur les zones dangereuses constatées par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS, l'entreprise du Lot ou par l'entreprise ayant décidé de créer un point d'arrêt sécurité sur sa propre activité à la suite d'une situation dangereuse générée par une autre entreprise, par un ou des éléments de l'ouvrage en cours de montage non sécurisé, des matériels permettant l'accès au poste de travail non-conforme, ou toutes autres situations dangereuses qu'elle évaluera et jugera en mesures de porter atteinte à la sécurité de son personnel ou à d'autres personnes.



Référence : 250401

Indice : 01

## PLAN GÉNÉRAL de COORDINATION SÉCURITE et PROTECTION de la SANTÉ Simplifié

### **DUNKERQUE** **MAISON D'ARRET** Création d'une base ELSP

#### **Prévention des risques de maladies professionnelles**

Chaque employeur fera une évaluation spécifique des risques de maladies professionnelles pour son personnel et prendra les mesures d'informations et de préventions adaptées (diffusion de son P.P.S.P.S) de manière à le prévenir de ces risques et afin de ne pas exporter ces risques aux autres personnes, intervenants du chantier ou extérieurs.

- Choix de modes opératoires et de produits ne pouvant pas entraîner des nuisances telles que le bruit, vibrations, poussières, gaz toxiques, substance dangereuse, fluides dangereux.....
- En cas d'impossibilité, emploi de matériels réduisant les nuisances à la source (insonorités, anti-vibratiles etc..).
- Prévoir les vaccinations réglementaires correspondantes.

#### **1.13. TRAVAUX SPECIFIQUES**

##### **Produits présentant des risques particuliers**

Les travaux nécessitant l'emploi de produits présentant des risques d'explosion ou d'intoxication (colles, résines époxydiques, produits d'étanchéité, peintures à solvants, vernis, mousses polyuréthane...) devront tenir compte des fiches de données sécurité pour chaque produit.

Ventilation et vérification des atmosphères confinées des lieux de stockage et utilisation de matériels électriques adaptés à ces risques d'incendie ou explosion.

Il est rappelé qu'aucun bidon, réservoir ou contenant de liquide ne sera admis sur le chantier s'il n'est pas muni d'une étiquette visible indiquant la nature du produit. Les produits toxiques ou dangereux devront munis de leur étiquette réglementaire, la notice technique et la fiche de donnée sécurité.

Les fiches de données de sécurité devront être annexées au P.P.S.P.S des entreprises concernées.

##### **Utilisation de chalumeau**

L'utilisation de chalumeaux sera réalisée par du personnel spécialisé.

Des équipements spécifiques leur seront fournis.

Un extincteur approprié de 9 kg (à jour de la vérification périodique) sera mis en poste au droit de chaque zone de travail.

Les équipements de soudure seront conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement.

##### **Permis feu**

A la charge du Maître d'ouvrage et des entreprises concernées les cas échéants.

Le permis feu fait suite à un ordre de travail déterminé. Il s'applique à des travaux limités en temps et de lieux. Il entraîne à prendre des précautions particulières à observer de la part de l'entrepreneur et le contrôle de leur application, et engage la responsabilité des signataires. Il a pour but de prévenir des risques d'incendie liés à l'utilisation de matériel dit « à point chaud » dans des endroits où il subsiste un risque de feu du fait de son emploi.

#### **1.14. CONDITIONS DE TRAVAIL**

##### **Travaux en vide sanitaire ou enceinte exiguë**

Les entreprises mettront en œuvre les mesures de prévention adaptées aux risques encourus pour les travaux dans les vides sanitaires ou enceinte exiguë. Ils se référeront à la fiche OPPBTP A7 M 01 95 et à la réglementation en vigueur avant d'établir leur P.P.S.P.S.

##### **Manutentions manuelles des charges**

Les entreprises devront prendre les mesures de prévention nécessaire (organisationnelle et matérielle), afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. Il appartient donc à chaque entreprise de définir dans son P.P.S.P.S ses manutentions verticales et de faire apparaître le mode d'approvisionnement retenu.

Dans la mesure du possible, les moyens mécanisés qui seraient mis en place, pourraient favoriser les approvisionnements de plusieurs entreprises (recommandation R477 de la CNAMTS).

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

**2. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION  
SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER**

**2.1. ETABLISSEMENT EN ACTIVITE A L'INTERIEUR OU AU VOISINAGE DESQUELS SE SITUE LE CHANTIER**

Si l'opération se déroule en **site occupé**, les résidents seront présents toute la durée du chantier. Toutes les mesures devront être prises pour ne pas interférer avec les occupants. Les déplacements dans les zones du bâtiment non impactées par les travaux seront interdits. Les entreprises veilleront à stationner sur des places publiques extérieures afin de ne pas occuper celles réservées aux occupants. Une vigilance particulière devra être apportée lors des entrées et sorties du chantier. Les camions de livraison devront être réceptionnés et guidés par un homme trafic propre à chaque entreprise faisant appel à ces livraisons.

Toutes les installations extérieures (échafaudages, tour d'escalier provisoire, containers, stockages, ...) devront être sécurisées pour éviter les risques d'intrusion ou de dégradation.

**3. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AUX LIEUX DE L'OPERATION CONCERNANT  
LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES  
COMMUNES D'ORGANISATION PRISE EN LA MATIERE**

**3.1. ORGANISATION DES SECOURS EN CAS D'ACCIDENT**

L'accès au chantier devra rester en permanence libres, aucun stationnement ne sera admis.

**Dispositions et dispositifs à mettre en place à la charge de l'entreprise du Lot**

- 1/ Identification du chantier et de ses accès par les secours d'urgence, plan de secours à afficher dans le bureau de chantier et sur le panneau d'information générale de chantier situé au pied de la « Base vie ».
- 2/ Dispositions concernant les sauveteurs secouristes du travail : nombre et répartition (toutes entreprises confondues).
- 3/ Mise à disposition des Sauveteurs Secouriste du Travail (toutes entreprises confondues) d'un défibrillateur cardiaque (modèle recommandé par les services de secours ou médecin du travail de l'entreprise du Lot ) avec tapis isolant et couverture de survie accessible à tout moment dans la « Base vie ».
- 4/ Mise à disposition des Sauveteurs secouriste du travail une trousse de premiers secours (complète) accessible à tout moment dans la « Base vie ».
- 5/ Poste téléphonique permettant l'appel des secours urgences, accessible à tout moment par tous pendant les heures d'ouverture du chantier et de nuit le cas échéant.
- 6/ Consignes d'alerte des secours à afficher dans le bureau de chantier et sur le panneau d'information générale de chantier situé au pied de la « Base vie ».
- 7/ Dispositions en cas de travail isolé. (DATI - Dispositif d'Alerte pour Travailleur Isolé)
- 8/ Accessibilité des secours dans le vide sanitaire ou enceinte exigüe et évacuation des blessés (consultation préalable des services de secours pour définition de modalités spécifiques)
- 9/ Moyens d'évacuation des blessés avant l'installation des escaliers définitifs (tours d'escaliers, montes charges, ...).

**Les points 2, 4, 7, 8 et 9 sont applicables à chaque entreprise.**

**Information et formation des salariés des entreprises**

Chaque employeur est tenu d'informer ses salariés sur la conduite à tenir en cas d'accident sur le chantier (utilisation du téléphone fixe ou portable, numéros d'urgence, ...).

Il est rappelé que les entreprises de plus de 20 salariés doivent impérativement avoir des secouristes, notamment lorsque l'entreprise réalise des travaux dits dangereux.

Toute information sur les accidents AVEC ou SANS arrêt de travail devra être communiquée au Coordonnateur SPS, à la Maîtrise d'ouvrage et au Maître d'œuvre au plus vite ou dans l'heure qui suit les accidents

**Consignes de sécurité et affichage**

- Affichage des N° d'appel d'urgence et des consignes particulières en cas d'accident.
- Affichage de la liste des secouristes (les entreprises doivent disposer d'un secouriste pour 20 salariés).
- Trousse de secours (règle applicable à chaque entreprise).
- Affichage des consignes particulières en cas d'incendie.
- Affichage des consignes "soins aux électrisés" et « soins aux brûlés »

**DUNKERQUE**  
**MAISON D'ARRET**  
Création d'une base ELSP

**Dispositions particulières pour le chantier**

**3.2. PROTECTION CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE**

Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques :

- Dans les locaux affectés au personnel, les bureaux de chantier,
- Près des postes de travail particuliers à risque d'incendie,
- Dans les locaux de stockage.

**3.3. PLAN DE SECOURS**

Mise en place d'un plan de secours établi par l'entreprise du Lot et diffusé par elle aux entreprises et autres intervenants sur les sites.

Il sera affiché dans le bureau de chantier et dans chaque vestiaire et dans le bureau de chantier.

**4. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

L'ensemble des intervenants devront coopérer dans le cadre de l'organisation du travail et de l'agencement du chantier. Ce dans le but d'éviter les situations de double emploi des matériels de chantier et de faciliter la réalisation particulière de dispositifs communs à plusieurs entreprises servant à assurer la sécurité des salariés.

En particulier, les travailleurs indépendants devront se conformer aux prescriptions des décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995.

Les entreprises artisanales ou travailleurs indépendants, soit titulaires du contrat, soit sous-traitants d'un contractant doivent se soumettre aux mêmes règles de sécurité que les personnels salariés des entreprises. Ils en seront informés par l'entreprise contractante et leurs contrats de sous-traitance devront se conformer aux dispositions du contrat type de sous-traitance du BTP signé le 7 mars 1995 par les organisations professionnelles, pour ce qui concerne le § 2-3 hygiène et sécurité.

**4.1. VISITES D'INSPECTION COMMUNE ET PPSPS**

Préalablement à leur intervention sur le site, chaque entreprise ainsi que leurs sous-traitants devront effectuer une visite d'inspection commune réglementaire avec le Coordonnateur SPS.

L'Entreprise principale devra obligatoirement transmettre à ses sous-traitants (quel que soit le rang de sous-traitance) son PPSPS initial et additifs, l'ensemble des diagnostics avant travaux et/ou démolition totale ou partielle, le PGCSPPS initial et additifs ainsi que les fiches du Registre Journal de la Coordination SPS.

**L'entreprise titulaire ou sous-traitante n'ayant pas préalablement participée à une inspection commune ET/OU n'ayant pas fourni son PPSPS AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX SUR SITE ne sera pas réglementairement autorisée à intervenir sur le chantier.**

**L'entreprise (mandataire ou sous-traitante) ne pourra pas intervenir sur le chantier à la condition seul d'avoir réalisé l'inspection commune, d'autres éléments peuvent être nécessaire (Agréement du maitre d'ouvrage en cas de sous-traitant, OS, notification.....)**

**4.2. PRESTATAIRES DE SERVICES**

Les entreprises faisant appel à des prestataires de service extérieurs (tels que livreurs, grue mobile, camion toupie, ...) devront impérativement :

- Leur transmettre les informations du présent PGCSPPS les concernant,
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS,
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions,
- Informer le Coordonnateur SPS du recours à ces prestataires,
- Accueillir les prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité et d'organisation générale à suivre (plan de circulation, zones de déchargements, matériels à utiliser pour décharger ou charger le matériel, ...).



Référence : 250401

Indice : 01

## PLAN GÉNÉRAL de COORDINATION SÉCURITÉ et PROTECTION de la SANTÉ Simplifié

### **DUNKERQUE** **MAISON D'ARRET** Création d'une base ELSP

## **5. ANNEXES**

### **5.1. ANNEXE 2 : CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION**

Le planning prévisionnel de la Maîtrise d'ouvrage sera joint au DCE.

### **5.2. ANNEXE 3 : PROJET PLAN INSTALLATION DE CHANTIER**

La Maitrise d'ouvrage ne souhaite pas proposer de plan d'installation de chantier. Celui-ci sera à la charge de l'entreprise du Lot et sera soumis pour avis aux maîtrises d'ouvrage et d'œuvre ainsi qu'au coordonnateur SPS.

### **5.3. ANNEXE 4 : PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

Tous les entrepreneurs, y compris les indépendants, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat signé par le Maître d'Ouvrage : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

#### Cas particuliers :

- Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre sans risques particuliers dans une opération de bâtiment ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil.
- Dans le cas de travaux de démolition totale et/ou partielle, encapsulage, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant le début des travaux à la :

- DIRECCTE - Inspection du travail
- La CARSAT et/ou la MSA
- L'OPPBTP
- Médecine du Travail

#### Le PPSPS est établi en fonction :

- Des principes généraux de prévention
- Des obligations réglementaires en vigueur en matière de sécurité et de santé applicables à toute entreprise.
- Du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- de l'ensemble des risques découlant des activités, des installations et du matériel des différents intervenants sur le chantier et de leur interférence dans le temps, ainsi que l'ensemble des mesures propres à prévenir ces risques.
- des contraintes et des évolutions propres à l'opération
- des précisions, des consignes et des observations communiquées par le coordonnateur SPS pour l'ensemble de l'opération.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de prévention mises en œuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures de prévention qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité et la protection de la santé de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS peut évidemment être modifié ou complété par des additifs.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes, précisions et les observations résultant de l'inspection commune.

Toutes les entreprises devront diffuser leur PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de leurs travaux sur site.

L'entreprise du Lot mettra à disposition des intervenants dans le bureau de chantier un exemplaire de son PPSPS et des additifs le cas échéant et le diffusera, en plus à :

- DIRECCTE - Inspection du travail
- la CARSAT et/ou la MSA
- L'OPPBTP
- Médecine du Travail



Référence : 250401

Indice : 01

# PLAN GÉNÉRAL de COORDINATION SÉCURITÉ et PROTECTION de la SANTÉ Simplifié

## DUNKERQUE MAISON D'ARRET Création d'une base ELSP

### 5.4. ANNEXE 5 : DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS (DHOL)

CHANTIER	ADRESSE	COORDONNÉES GPS	ACCES LIVRAISON
Contraintes horaires de livraison :		Moyens mutualisés de levage et manutention :	
Autres renseignements utiles :		Quai de déchargement :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

#### Coordonnées de l'entreprise client :

Nom de l'entreprise	Nom du correspondant livraison (Réceptionnaire)
	Tél :
Plage horaire de livraison :	Présence du chef de manœuvre : Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance : Hauteur :	Charge utile de la recette à matériaux (Le cas échéant) :	
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur <input type="checkbox"/>	Type :	
Autres renseignements utiles :			

#### Coordonnées de l'entreprise fournisseur :

Nom de l'entreprise fournisseur	Nom de l'entreprise de livraison

**Signature de l'entreprise client**

**Signature de l'entreprise fournisseur**